

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 731 / Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2022

Le climat des affaires garde le cap, mais l'horizon est incertain

Selon l'enquête de conjoncture du 3^{ème} trimestre 2022, l'économie martiniquaise reste dynamique. L'indicateur du climat des affaires est stable à 108,4, soit un niveau favorable, sensiblement supérieur à sa moyenne de long terme (100). Le regain de dynamisme de l'activité est généralisé et contribue à la stabilisation de l'ICA, tout comme l'emploi et l'investissement. Également de bon augure pour la croissance, la consommation est vigoureuse, avec notamment une hausse des montants cumulés de paiement par carte bancaire (+11,4 % en volume et +11,7 % en nombre, par rapport à fin septembre 2021).

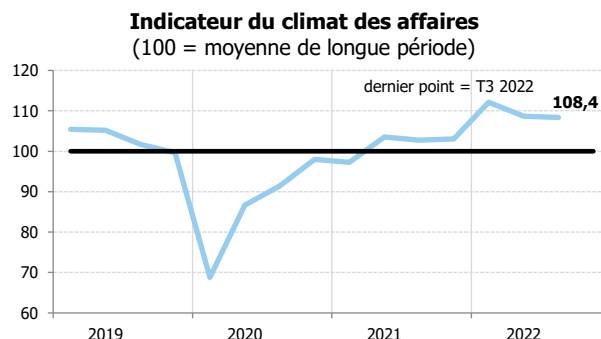
Pour autant, des incertitudes demeurent pour la fin d'année en raison principalement de craintes sur l'activité et de tensions sur les indicateurs de liquidité. L'inflation reste également une source majeure de préoccupation. Les soldes d'opinion relatifs aux prix de vente sont toujours en progression, reflétant la répercussion de la hausse des coûts de production sur les prix finaux.

Le climat des affaires reste bien orienté

Au 3^{ème} trimestre 2022, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise (-0,3 pt) et enchaîne un troisième trimestre consécutif à un bon niveau (108,4 après 108,7 et 112,2, respectivement au T2 et T1).

La bonne tenue de l'ICA s'explique par la composante du trimestre écoulé (+1,6 pts), avec un niveau d'activité mieux orienté qui permet de procéder à des recrutements dans les entreprises. Ces évolutions sont plus favorables que ce qui était envisagé le trimestre précédent. Le contexte inflationniste est toujours palpable et la variable prix de vente continue de maintenir l'ICA à un niveau élevé.

En revanche, des incertitudes sont prégnantes pour les mois à venir : la composante future (prévision pour le dernier trimestre 2022) se dégrade (-1,9 pts), notamment en ce qui concerne les perspectives d'activité, d'emploi, et surtout le niveau de trésorerie, qui apparaît comme une source d'inquiétude.

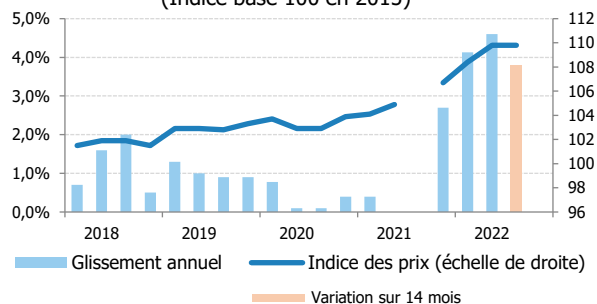


Une inflation plus contenue que dans l'hexagone

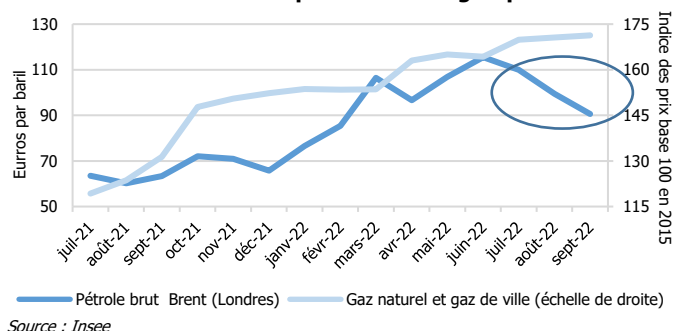
À fin septembre 2022, l'inflation est stable par rapport à fin juin 2022. Cette stabilité masque une très forte hétérogénéité entre les composantes de l'indice : les prix de l'alimentation (+4,0%) et des produits manufacturés (+1,5 %) poursuivent leurs hausses, alors que ceux de l'énergie (-9,2 %) et des services (-0,6 %) se replient. La signature d'une nouvelle charte du bouclier qualité prix (BQP), en novembre, pourrait favoriser une détente des prix notamment sur le panier des publics à faibles revenus.

Sur quatorze mois, l'inflation atteint 3,8 %. L'ensemble des composantes participe à ce relèvement des prix, en particulier ceux de l'alimentation (+8,8 %) et des produits manufacturés (3,7 %). Les prix de l'énergie (+7,9 %) et des services (+1,2 %) sont également en hausse mais ils contribuent dans une moindre mesure à la progression d'ensemble. À titre de comparaison, l'inflation atteint 5,6% dans l'hexagone à fin septembre (sur 12 mois).

Indice des prix à la consommation (Indice base 100 en 2015)



Cours matières premières énergétiques



Sur un an, les prix de l'énergie contribuent toujours positivement à l'inflation (0,7 point). Les niveaux de prix sont encore sensiblement plus élevés qu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2021 (cf. graphique *supra*), mais les baisses enregistrées ces derniers mois modifient leurs impacts sur les prix (-0,8 point) ce trimestre.

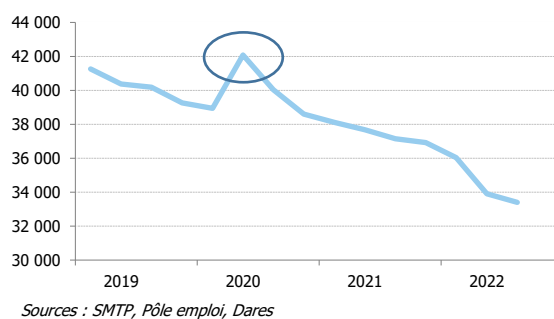
Le marché du travail tire profit de la résilience de l'activité

À fin septembre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit une nouvelle fois en baisse (-1,5 %), à 33 400 personnes par rapport à fin juin 2022. Il s'agit du 9^{ème} trimestre consécutif de diminution depuis le pic enregistré au 2^{ème} trimestre 2020, soit -21% sur la période.

Sur le trimestre écoulé, toutes les tranches d'âge sont concernées par cette amélioration : les moins de 25 ans (-0,8 %), la catégorie des 25-49 ans (-2,0 %) et les personnes de plus de 50 ans (-1,0 %).

Les chefs d'entreprise font état d'une hausse des effectifs, dans le sillage d'un regain de vigueur de l'activité. Toutefois, ils sont moins optimistes quant à l'orientation du trimestre à venir et font également part de grandes difficultés de recrutement, en particulier dans les secteurs du BTP, de l'agriculture et de certains services.

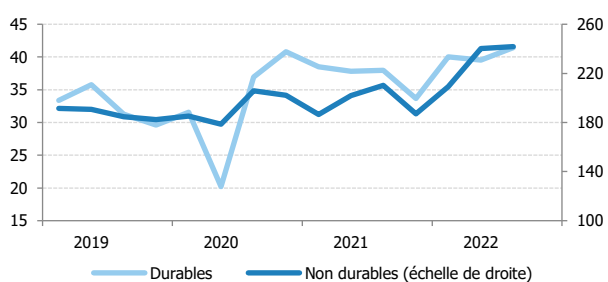
Demandeurs d'emploi en fin de mois (CVS)



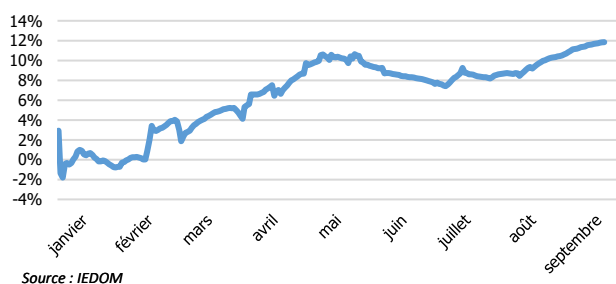
La consommation des ménages reste dynamique

Au 3^{ème} trimestre, la consommation des ménages poursuit sa dynamique. Les importations de biens de consommations durables (principalement l'électroménager et les meubles) augmentent (+4,8 % en rythme trimestriel, CVS) comme les immatriculations de véhicules de tourisme (+3,4 %, CVS).

Importations de biens de consommation (CVS, en millions d'euros)



Montant cumulé annuel de paiement par carte bancaire (en glissement annuel)



Cette dynamique de la consommation est corroborée par les soldes d'opinions des chefs d'entreprise du secteur du commerce qui déclarent une amélioration de leur niveau d'activité et par l'augmentation des montants cumulés sur l'année de paiement par carte bancaire à fin septembre (+11,4 % en volume et +11,7 % en nombre).

Malgré un contexte inflationniste qui pourrait fragiliser les populations les moins favorisées, l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages ne présentent pas de signes de préoccupations majeures pour le moment. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques recule sur un trimestre (-2,7 %), tout comme le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,0 %) et les retraits de cartes bancaires (-0,1 %).

Nouvelle amélioration des intentions d'investissement à un an

Les intentions d'investissement des chefs d'entreprise s'améliorent de nouveau. Dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire, du tourisme et des services aux entreprises, les professionnels poursuivent leurs efforts tant en termes de renouvellement de matériel (cf. *infra*, échanges extérieurs) que de développement d'activité. En revanche, les intentions sont plus dégradées dans les secteurs du commerce et parmi les professionnels du BTP et de l'industrie (hors agroalimentaire), qui réduisent leur prévision, probablement en raison des incertitudes qui planent sur la conjoncture des mois à venir.

L'évolution des importations de biens d'investissement (+13,0 % sur un trimestre, CVS) ainsi que des immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+4,7 %, CVS), illustre la bonne tenue de l'investissement.

Dans un contexte d'extinction progressive des dispositifs de soutien à l'économie, les entreprises semblent un peu plus exposées aux difficultés.

Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire affiche une légère hausse (+0,8 %) et bien qu'ils diminuent en montant (-21,4 %), les impayés sur effets de commerce augmentent en nombre (+18,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. Enfin, le nombre de défaillances d'entreprises est en baisse ce trimestre (-1% par rapport à 2^{ème} trimestre).

Des échanges commerciaux stimulés par les importations

Hors produits pétroliers, les importations progressent sur le trimestre (+7,6 %, CVS). Cette hausse est portée par les importations de matériel de transport (+15,8 %, CVS), d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (+4,2 %, CVS) et de produits industriels (+2,8 %, CVS).

En revanche, les exportations hors produits pétroliers sont en baisse ce trimestre (-1,1 % CVS) en lien avec la contraction des exports de produits agricoles (-12,7 %) et de matériel de transport (-16,7 %, CVS).

Les échanges de produits pétroliers sont eux aussi en repli ce trimestre : -33,6% (CVS) pour les importations et -18,6 % (CVS) pour les exportations en lien avec la baisse des cours du pétrole ce trimestre.

Au regard de ces différentes évolutions, au total, les importations sont stables sur trois mois (+0,8 %, CVS) et les exportations diminuent (-10,8 %, CVS).

Une activité favorable pour l'ensemble des secteurs ce trimestre

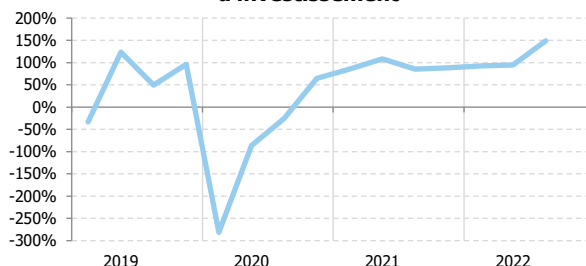
Le fait marquant du 3^{ème} trimestre est la **résilience de l'activité** dans l'ensemble des secteurs. Ce dynamisme se traduit par l'amélioration du marché du travail et la hausse des effectifs salariés. Des difficultés de recrutement apparaissent dans certains secteurs (tourisme, BTP notamment). Un des enjeux exprimés par les chefs entreprises tient au renouvellement de leurs stocks face à des difficultés persistantes d'approvisionnement (délais et disponibilité de produits) et dans un contexte d'inflation toujours très prégnant. Huit répondants sur dix subissent une hausse des prix des intrants (matières premières notamment). En conséquence, les entrepreneurs ajustent une nouvelle fois les prix de vente à la hausse.

L'activité des entreprises du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires** est bien orientée et poursuit le rebond amorcé en début d'année. Les filières d'élevage portent cette dynamique ce trimestre. Les abattages de viande sont en progression (+2,2 %, CVS) notamment pour la filière bovine (+16,9 %, CVS). Les exportations de produits agricoles, qui avaient été particulièrement dynamiques au deuxième trimestre, sont en recul ce trimestre (-12,7 %, CVS). L'inflation du coût des intrants est toujours marquée (estimée à +23 % en valeur médiane).

Au 3^{ème} trimestre 2022, l'activité s'améliore pour les entreprises du secteur des **industries manufacturières** mais les chefs d'entreprises font part de tensions sur la liquidité dans un contexte de reconstitution des stocks qui avaient été fortement mobilisés pour faire face à la reprise économique post-covid.

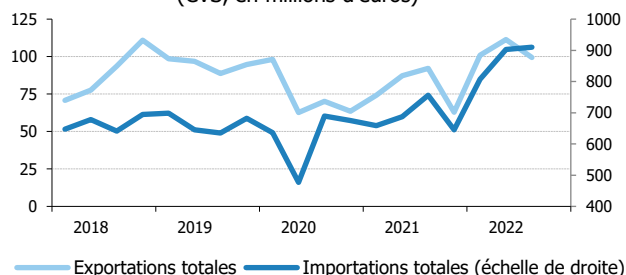
Après une contraction au trimestre dernier, l'activité du **BTP** rebondit légèrement. Les importations de bois (+34,2 %, CVS) et de carrelage (+14,2 %, CVS) sont en hausse. Les entreprises du secteur sont toujours confrontées à l'inflation des prix des intrants (9 entreprises sur 10, estimée à +20% en valeur médiane) et trois quarts d'entre elles sont contraintes de les répercuter

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (hors services)
(CVS, en millions d'euros)



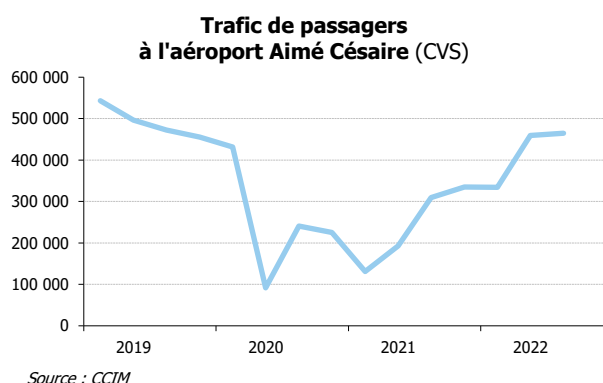
Source : Douanes

sur les clients. Compte tenu du manque de visibilité pour les mois à venir et des tensions inflationnistes qui pèsent sur les marges, les investissements sont temporisés.

Les entreprises du **secteur du commerce** font état d'une activité dynamique, stimulée par la bonne tenue de la consommation des ménages, mais elles affichent un certain pessimisme pour la fin d'année. Dans ce contexte, les stocks ne se renforcent pas et la trésorerie apparaît fragilisée par des charges d'exploitation en hausse.

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité est bien orientée ce trimestre dans le sillage de carnets de commandes à un bon niveau depuis la reprise en 2021. Ce dynamisme permet d'envisager le recrutement de collaborateurs.

Dans le secteur du **tourisme**, les voyants sont au vert. L'activité est toujours favorable dans un contexte où 2022 est l'année de reprise du secteur. Les professionnels signalent la bonne tenue de la trésorerie et l'amélioration des délais de paiement. Les premiers croisiéristes ont visité le territoire en septembre après plus de deux ans sans escale de bateaux. Le nombre de passagers à l'aéroport s'inscrit également en hausse (+1,1 %, CVS). Les perspectives du secteur restent dépendantes de l'évolution des prix des billets d'avion dans les mois à venir.



La conjoncture régionale et internationale

LES PAYS EXPORTATEURS DE LA CARAÏBE PROFITENT DE L'INFLATION

Dans ses perspectives économiques d'octobre, le FMI confirme l'amélioration économique entamée en 2021 dans la **zone Caraïbe**¹. Toutefois, elle est inégalement répartie : les pays exportateurs² profitent ainsi de l'envolée des prix des matières premières et retrouvent des niveaux d'avant crise sanitaire alors que, en parallèle, les économies dépendantes du tourisme³ pâtissent de la remontée des prix des transports qui limite l'ampleur de leur reprise économique. Globalement, le pic d'inflation, alimenté par les prix de l'énergie et de l'alimentation, devrait être atteint en 2022 dans la région.

Dans les **pays exportateurs de la Caraïbe**, le FMI prévoit une progression soutenue du produit intérieur brut (PIB). La croissance devrait atteindre +24,6 % en 2022, puis +12,8 % en 2023 (+6,1 % en 2021). L'inflation devrait s'établir à 10,8 % fin 2022, avant une baisse plus marquée en 2023, à 6,8 % (11 % en 2021).

Dans les **pays de la zone dépendants du tourisme**, le FMI s'attend à une baisse de la croissance. Après -7,8 % en 2021, celle-ci devrait atteindre -5,2 % fin 2022, avant une nouvelle baisse en 2023, à -3,6 %. Fin 2022, l'inflation atteindrait 8,3 % (5,4 % en 2021) avant une diminution en 2023 à 4,3 %.

À **Sint-Maarten**, selon les prévisions de la Centrale Bank van Curaçao en Sint Maarten, l'économie devrait croître de +5,8% en 2022, soit un ralentissement de la croissance par rapport à 2021 (+8,2 %). L'activité économique a continué de croître grâce au tourisme, avec un nombre de visiteurs au-dessus de celui de 2019. Selon les prévisions, le troisième trimestre 2022 devrait être marqué par un fort taux d'inflation, équivalent à 6,1 %, dû à la hausse des prix de l'énergie.

Curaçao profite également d'une bonne dynamique de croissance en 2022, avec un taux de croissance de +5,5% en 2022, et une hausse du PIB réel de +19 % sur le premier trimestre de 2022, malgré un taux d'inflation élevé (6,3 % en un an).

En **Jamaïque**, le PIB réel devrait augmenter dans un intervalle compris entre +2,5 % et +3,5 % au troisième trimestre 2022, après avoir enregistré une hausse de +4,8 % au trimestre précédent, porté encore une fois par la reprise du tourisme. La Banque centrale de Jamaïque (BOJ) souligne que la croissance provient en partie du flux important d'entrées de fonds extérieurs sur l'île. Le taux d'inflation cible (4 % à 6 %) n'est pas atteint ce trimestre, atteignant 9,9 %.

¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Guyana, Suriname, Trinidad-et-Tobago.

² Guyana, Suriname, Trinidad-et-Tobago.

³ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines.

Sources : FMI, Banque Centrale de la Jamaïque, Banque centrale de Sint-Maarten et Curaçao

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées en juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, soit son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accélère fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.